



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N°
210943

Portant réglementation de la circulation et du stationnement pour **CELESTE FIBRE**, voie au n°18 boulevard d'Alsace-Lorraine, boulevard Marinoni, boulevard du Maréchal Leclerc, voie au n°24 boulevard d'Alsace-Lorraine, rue Jean Bracco, avenue du Maréchal Foch, boulevard du Maréchal Joffre, pont Saint-Jean

LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-2, L2213-1 à L2213-5 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110-2 al 2, R411-2, R411-25, R413-1 et R417-9 à R417-13 ;
Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n° 2014-1606 du 23 décembre 2014 portant transformation de la métropole dénommée « Métropole Nice Côte d'Azur » et modifiant le décret du 17 octobre 2011 ;
Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre I, 8^{ème} partie « signalisation temporaire ») approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié (journal officiel du 30 janvier 1993) ;
Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2002 modifiant les conditions de mise en œuvre de la signalisation routière ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2002-100 en date du 04 février 2002 relatif à la lutte contre le bruit ;
Vu la demande VIAZUR n° 2021013784 ;
Vu la demande d'autorisation de travaux n°21-BSM-00051, présentée en date du 10/09/2021, par CELESTE FIBRE, Europarc de Pichaury Bâtiment B4 1330 Avenue JRGG de la, Rue Jean René Guilibert Gauthier de la Lauzière, 13290 Aix-en-Provence-tél: 07 71 91 55 06 astreinte : 06 27 13 37 10, représentée par M. BOISSIERE STEPHAN, - port : 07 71 91 55 06, qui sollicite l'autorisation de faire réaliser **des travaux de céleste fibre, en agglomération - voie au n°18 boulevard d'Alsace-Lorraine, boulevard Marinoni, boulevard du Maréchal Leclerc, voie au n°24 boulevard d'Alsace-Lorraine, rue Jean Bracco, avenue du Maréchal Foch, boulevard du Maréchal Joffre, pont Saint-Jean, par l'entreprise AXIANS , 9 rue de copenhagen 13127 Vitrolles - représentée par M CHAMBON CHRISTOPHE - port : 06 27 13 37 10, astreinte : 06 27 13 37 10, à compter du 15/09/2021 à 21 heures 30 et jusqu'au 24/09/2021, à 05 heures ;**
Vu l'avis favorable de la Métropole Nice Côte d'Azur, Direction des Subdivisions Métropolitaines, Subdivision Est-Littoral, 2 boulevard Georges Buono, 06340 La Trinité ;

Considérant que pour réaliser ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement, afin d'assurer la sécurité des ouvriers intervenant pour l'entreprise ou de la personne chargée de la réalisation ainsi que la sécurité des usagers de la voie publique notamment.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération susvisée, réalisée sous maîtrise d'ouvrage CELESTE FIBRE, le bénéficiaire est tenu de respecter les prescriptions relatives à la circulation et au stationnement, voie au n°18 boulevard d'Alsace-Lorraine, boulevard Marinoni, boulevard du Maréchal Leclerc, voie au n°24 boulevard d'Alsace-Lorraine, boulevard d'Alsace-Lorraine, rue Jean Bracco, avenue du Maréchal Foch, boulevard Marinoni, du n° 1 au n° 9, rue Jean Bracco, au droit du n° 10, boulevard du Maréchal Joffre, pont Saint-Jean, mentionnées dans les articles suivants.



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N°
210943

ARTICLE 2 : Selon les besoins de l'opération, la capacité et le régime de circulation seront modifiés pour tous les véhicules, les deux roues ainsi que les piétons, dans le tronçon de voie cité à l'article 1 du présent arrêté, de la manière suivante :

- la capacité de circulation sera réduite à 1 voie,
- Un pilotage manuel sera effectué pour régulariser le flux des véhicules.
- la circulation sera intégralement rétablie chaque jour, entre 06 heures et 21 heures 30,
- **L'Entreprise procédera au tirage de câbles de chambre en chambre SANS OUVERTURE DE CHAUSSEE. Si l'entreprise rencontre des points bloquants, toute demande éventuelle d'ouverture de chaussée devra faire l'objet d'une demande spécifique avec RDV préalable sur site.**
- Selon les besoins de l'opération, le stationnement pourra être réservé.

En outre, le bénéficiaire devra respecter les prescriptions générales de circulation suivantes :

- Assurer la libre circulation des véhicules de secours et d'incendie,
- Assurer en permanence un passage sécurisé permettant la circulation et la sécurité des piétons, des personnes à mobilité réduite et de leur véhicule, dont la largeur minimale sera de 1,4 mètre, par la mise en place d'une déviation réglementaire.
- Faire mettre en place et entretenir, par les soins de l'entreprise chargée de l'opération, une signalisation temporaire de chantier et de déviation correspondante, conforme à la réglementation en vigueur.
- L'entreprise devra respecter les limitations de tonnage en vigueur sur toutes les voies du domaine public métropolitain.
- La vitesse de tous les véhicules, y compris les deux roues, est limitée à 30 km/h au droit de l'emprise définie à l'article 1 du présent arrêté, en application de l'article R413-1 du Code de la Route.
- Le dépassement de tous les véhicules, y compris les deux roues, est interdit. au droit de l'emprise définie à l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Par dérogation à la réglementation précitée, relative à la lutte contre le bruit, l'opération pourra être effectuée de nuit, entre 0 heures et 0 heures, durant 9 nuits, dans le tronçon de voie cité à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4 : La présente réglementation sera en vigueur à compter du 15/09/2021 à 21 heures 30 et jusqu'à la fin du chantier et au plus tard le 24/09/2021, à 05 heures.

Le bénéficiaire de cette réglementation et/ou son mandataire sont tenus de détenir le présent arrêté sur site en permanence pendant la durée du chantier ainsi que l'arrêté de voirie portant autorisation de travaux pendant la durée de l'opération, dûment signé par le gestionnaire de la voirie.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Beaulieu-sur-Mer.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Copie du présent arrêté sera transmise pour exécution dans son domaine de compétences à :

- Monsieur le Commandant le Groupement de Gendarmerie des Alpes-Maritimes,
- Monsieur le Commandant la Brigade de Gendarmerie de Beaulieu-sur-Mer,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale de Beaulieu-sur-Mer,
- CELESTE FIBRE,
- AXIANS .

ainsi qu'au chef de la Subdivision Est-Littoral



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N°

210943

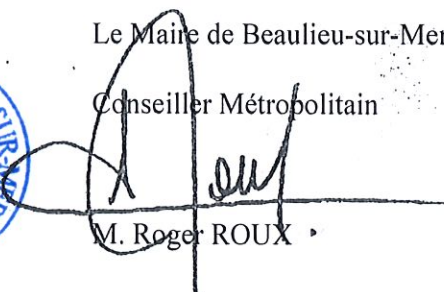
ARTICLE 8 : Le Maire ou son délégataire, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Beaulieu-sur-Mer, le **24 SEP. 2021**

Le Maire de Beaulieu-sur-Mer

Conseiller Métropolitain




M. Roger ROUX

